

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article 14**

**Déposée par Monsieur de Villepin**

**Qualité : - Membre**

---

Chapitre 2: Coopération judiciaire en matière civile **et pénale**

article 14 **nouveau** : [coopération judiciaire en matière civile **et pénale**]

**L'Union développe une coopération judiciaire en matière civile et pénale qui :**

- garantit l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions civiles et pénales entre les EM ;**
- assure un niveau élevé d'accès à la justice.**

**Elle prévoit un soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice. "**

#### **Article 14 bis : coopération judiciaire en matière civile**

**1) L'espace judiciaire en matière civile, fondé sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires, a pour objet d'assurer un niveau élevé d'accès à la justice ainsi qu'une coopération efficace entre les systèmes judiciaires dans tous les domaines susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.**

2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre visant entre autres à assurer :

- la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution ;
- la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires
- la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
- la coopération en matière d'obtention des preuves ;
- un niveau élevé d'accès à la justice;
- le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres;
- le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges;

---

**Explication éventuelle :**

La suppression de la structure en piliers doit se traduire par une plus grande cohérence au sein de l'espace judiciaire entre les aspects civils et pénaux.

Lors de l'adoption du traité de Nice, le droit de la famille a fait l'objet d'un traitement dérogatoire dans la mesure où l'on souhaitait préserver les discussions sur la responsabilité parentale.

Dans la mesure où on est aujourd'hui parvenu à un accord politique sur ce sujet, on peut supprimer le traitement dérogatoire du droit de la famille, cette notion étant par ailleurs mal définie.